

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 3537 [C — 99/31068]

9 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 déterminant les formulaires de réception des demandes de certificats ou de permis en matière d'urbanisme et d'environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 109;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment les articles 19, 33, 38, 44, 48, 49 et 52;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 déterminant les formulaires de réception des demandes de permis et de certificats en matière d'urbanisme et d'environnement;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 juin 1998;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire et du Ministre chargé de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 déterminant les formulaires de réception des demandes de permis et de certificats en matière d'urbanisme et d'environnement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « attestation de dépôt » : l'attestation de dépôt visée à l'article 109, 1^{er} alinéa de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et aux articles 19, § 1^{er}, 2° alinéa, 33, § 1^{er}, 2° alinéa, 38, § 1^{er}, 2° alinéa, 44, § 1^{er}, 2° alinéa, 48, § 1^{er}, 2° alinéa et 52, § 1^{er}, 2° alinéa de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

2° « accusé de réception » : l'accusé de réception visé à l'article 109, alinéa 3, première phrase, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et aux articles 49 et 52 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

3° « avis de réception de dossier incomplet » : la notification visée à l'article 109, alinéa 3, seconde phrase de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et aux articles 49 et 52 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, portant à la connaissance du demandeur que le dossier ayant trait à sa demande est incomplet ».

Art. 2. Les annexes de l'arrêté précité sont remplacées par les annexes au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions et le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1998.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,
H. HASQUIN

Le Ministre chargé de l'Environnement,
D. GOSUIN

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 3537 [C — 99/31068]

9 JULI 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst van de aanvragen om vergunningen en attesten inzake stedenbouw en leefmilieu

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 109;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, inzonderheid op op de artikelen 19, 33, 38, 44, 48, 49 en 52;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst van de aanvragen om vergunningen en attesten inzake stedenbouw en leefmilieu;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 6 november 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 juni 1998;

Op voorstel van de Minister belast met Ruimtelijke Ordening en de Minister belast met Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst van de aanvragen om vergunningen en attesten inzake stedenbouw en leefmilieu wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « indieningsbewijs » : het indieningsbewijs bedoeld in artikel 109, eerste lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en in de artikelen 19, § 1, tweede lid, 33, § 1, tweede lid, 38, § 1, tweede lid, 44, § 1, tweede lid, 48, § 1, tweede lid, en 52, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

2° « ontvangbewijs » : het ontvangbewijs bedoeld in artikel 109, derde lid, eerste zin, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en in de artikelen 49 en 52 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

3° « ontvangbericht van onvolledig dossier » : de betekening bedoeld in artikel 109, derde lid, tweede zin, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en in de artikelen 49 en 52 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, waarbij de aanvrager ervan op de hoogte wordt gebracht dat het dossier betreffende zijn aanvraag onvolledig is. »

Art. 2. De bijlagen bij voornoemd besluit worden vervangen door de bijlagen bij dit besluit.

Art. 3. De Minister belast met Ruimtelijke Ordening en de Minister belast met Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1998.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,
H. HASQUIN

De Minister belast met Leefmilieu,
D. GOSUIN

Annexe 2

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMUNE DE...

Recommandé

ACCUSE DE RECEPTION DE DOSSIER

Conformément à l'article 109 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme / à l'article 49 / 52 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (1), l'administration communale accuse réception du dossier introduit en date du....(2)

par (3)

relatif à une demande de (4)

() certificat d'urbanisme; () permis d'urbanisme;

() certificat d'urbanisme en vue de lotir; () permis de lotir;

() permis d'environnement et et permis d'urbanisme () permis d'environnement
pour un projet mixte;

ayant pour objet..... (5);

il a été constaté que le dossier est complet.

(1) La demande est soumise à étude d'incidences.

(1) La demande est soumise à rapport d'incidences.

(1) La demande est soumise à l'avis conforme du fonctionnaire délégué;

(1) La demande est soumise aux mesures particulières de publicité en vertu de (6)

(1) La demande est soumise à l'avis des administrations ou instances suivantes : (7)

(1) La durée maximum de l'instruction de la présente demande est fixée en vertu de l'article 119 de l'ordonnance du 29 août 1991, reproduit au verso, à savoir jours.

(1) La durée maximum de l'instruction de la présente demande est fixée à 60 jours en vertu de l'article 51, § 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. L'absence de décision du collège des bourgmestre et échevins notifiée dans les 60 jours après la date du présent accusé de réception équivaut au refus du permis d'environnement. Vous disposez de 30 jours à dater de cette échéance pour introduire un recours contre ce refus tacite auprès du Collège d'environnement, C.C.N., Rue du Progrès 80, bte 1 à 1030 Bruxelles.

(1) La durée maximum de l'instruction de la présente demande est fixée à 30 jours en vertu de l'article 53, § 2, 2° alinéa de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. En cas d'absence de décision du collège des bourgmestre et échevins notifiée dans ce délai, le demandeur peut, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel à la commune. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de 10 jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, le permis est censé accordé pour la durée figurant dans la demande.

(1) La durée maximum de l'instruction de la présente demande est fixée à 60 jours en vertu de l'article 53, § 2, 3° alinéa de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. En cas d'absence de décision du collège des bourgmestre et échevins notifiée dans ce délai, le demandeur peut, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel à la commune. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de 10 jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, le permis est censé accordé pour la durée figurant dans la demande.

Fait à, le

Par le Collège,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre, ou le délégué du Collège, (1)

Nota's

(1) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A compléter par la date de l'attestation de dépôt.

(3) A compléter par l'identité du signataire de la demande.

(4) Cocher la mention appropriée.

(5) Reprendre l'énoncé des actes et travaux ou la description de l'installation qui fait l'objet de la demande, complété de l'adresse de sa localisation et, s'il s'agit d'une installation soumise à permis d'environnement, la classe de l'installation ainsi que sa nature temporaire ou non.

(6) Compléter par la disposition qui impose ces mesures particulières de publicité.

(7) Compléter par l'énoncé des administrations ou instances dont l'avis est sollicité.

Article 119 de l'ordonnance du 21 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme § 1^{er}. La décision du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant le permis est notifiée par pli recommandé à la poste simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

§ 2. Cette notification intervient dans les délais suivants à compter de la date de l'accusé de réception prévu à l'article 109 :

1° quarante-cinq jours lorsque la demande ne requiert ni avis préalable du fonctionnaire délégué, ni mesures particulières de publicité visées aux articles 113 et 114;

2° septante-cinq jours lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité mais pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

3° nonante jours lorsque la demande requiert l'avis préalable du fonctionnaire délégué mais pas de mesures particulières de publicité;

4° cent vingt jours lorsque la demande requiert l'avis conforme du fonctionnaire délégué et des mesures particulières de publicité.

Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que son instruction se déroule partiellement durant les vacances scolaires, les délais sont augmentés de :

1° dix jours s'il s'agit des vacances de Pâques ou de Noël;

2° quarante-cinq jours s'il s'agit des vacances d'été.

Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que la commission de concertation n'a pas émis son avis dans le délai de trente jours prévu à l'article 114, alinéa 1^{er}, les délais sont augmentés de trente jours.

§ 3. Lorsque la demande de permis est précédée d'une étude d'incidences, visée à l'article 111, B, ou est accompagnée d'un rapport d'incidences, visé à l'article 111, P, la notification de la décision du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant le permis intervient dans les délais suivants à compter de la date de l'avis donné par la commission de concertation dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3 ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration de ce délai :

1° quarante-cinq jours lorsque la demande ne requiert pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

2° nonante jours lorsque la demande requiert l'avis préalable du fonctionnaire délégué.

Toutefois, lorsque, en application de l'article 11 V, la commission de concertation recommande (au Gouvernement) de faire réaliser une étude d'incidences, le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours à compter de la date :

1° soit de la notification de la décision du Gouvernement prévue à l'article 111, V, § 2, alinéa 6, estimant une telle étude inopportune;

2° soit de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration de ce délai.

§ 4. Lorsque la demande donne lieu à la consultation d'administrations ou d'instances concernées, les délais visés aux §§ 2 et 3 sont augmentés de trente jours.

Lorsque la délivrance du permis nécessite l'octroi d'une dérogation conformément au § 2 de l'article 118, les délais sont augmentés de quarante-cinq jours.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Article 128. A l'expiration du délai fixé à l'article 119, le demandeur qui n'a pas reçu notification de la décision du collège des bourgmestre et échevins, peut, par lettre recommandée à la poste, inviter le fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande de permis; il joint à sa lettre, dont il envoie copie au collège des bourgmestre et échevins, une copie conforme du dossier qu'il a adressé initialement à ce dernier.

Lorsque le fonctionnaire délégué constate que la demande donne lieu à la consultation d'administrations ou instances et que le collège des bourgmestre et échevins n'y a pas procédé, il les consulte lui-même et en avise le collège et le demandeur. Dans ce cas le délai de quarante-cinq jours prévu à l'alinéa 5 est augmenté de trente jours.

Lorsque le fonctionnaire délégué constate que la demande est soumise aux mesures particulières de publicité et que le collège des bourgmestre et échevins n'y a pas procédé, il invite le collège à organiser lesdites mesures dans les dix jours de sa demande. Dans ce cas le délai de quarante-cinq jours prévu à l'alinéa 5 est augmenté de trente jours.

Lorsque l'instruction des mesures particulières de publicité se déroule durant les vacances scolaires, le délai résultant de l'application de l'alinéa 3 est augmenté de :

1° dix jours s'il s'agit des vacances de Pâques ou de Noël;

2° quarante-cinq jours s'il s'agit des vacances d'été.

Le fonctionnaire délégué notifie sa décision octroyant ou refusant le permis dans les quarante-cinq jours de la réception de la lettre recommandée. L'absence de décision notifiée dans ce délai équivaut au refus du permis.

La décision du refus du fonctionnaire délégué peut être fondée, entre autres, sur les motifs prévus à l'article 116, § 4.

Le permis peut être assorti de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux. Il peut également consentir des dérogations conformément aux dispositions de l'article 118, § 2.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 juillet 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 déterminant les formulaires de réception des demandes de certificats ou de permis en matière d'urbanisme et d'environnement.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,

H. HASQUIN

Le Ministre chargé de l'Environnement,

D. GOSUIN

Annexe 3

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE...

Recommandé

AVIS DE RECEPTION DE DOSSIER INCOMPLET

Application de l'article 109 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme/de l'article 49, § 2/52, § 3 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (1).

Votre dossier relatif à une demande de : (2)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> certificat d'urbanisme | <input type="checkbox"/> permis d'urbanisme; |
| <input type="checkbox"/> certificat d'urbanisme en vue de lotir; | <input type="checkbox"/> permis de lotir; |
| | <input type="checkbox"/> permis d'environnement; |
| <input type="checkbox"/> certificat d'environnement et certificat d'urbanisme pour un projet mixte; | <input type="checkbox"/> permis d'environnement et permis d'urbanisme pour un projet mixte; |

ayant pour objet..... (3)

il a été constaté que le dossier est incomplet.

Il y a lieu de nous faire parvenir les documents suivants : (4)

L'accusé de réception visé par l'article 109 de l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme ou par l'article 49, § 1^{er} / 52, § 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (1) ne sera délivré qu'après réception des documents énoncés ci-dessus.

Fait à, le

Par le Collège,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre, ou le délégué du Collège, (1)

Nota's

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Cocher la mention appropriée.

(3) Reprendre l'énoncé des actes et travaux ou la description de l'installation qui fait l'objet de la demande, complété de l'adresse de sa localisation et, s'il s'agit d'une installation soumise à permis d'environnement, la classe de l'installation ainsi que sa nature temporaire ou non.

(4) A compléter par l'indication des pièces ou documents manquants ainsi que par la motivation du caractère non recevable.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 juillet 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 déterminant les formulaires de réception des demandes de certificats ou de permis en matière d'urbanisme et d'environnement.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,
H. HASQUIN

Le Ministre chargé de l'Environnement,
D. GOSUIN

Bijlage 1

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE...

INDIENINGSBEWIJS VAN HET DOSSIER

Dit indieningsbewijs geldt niet als ontvangbewijs van een volledig dossier.
Dit laatste wordt afgegeven indien vastgesteld wordt dat het dossier volledig is.

Ontvangen van

Wonende te

een dossier voor de aanvraag van een (1)

() stedenbouwkundig attest; () stedenbouwkundige vergunning;

() stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling; () verkavelingsvergunning;

() milieu-attest; () milieuvergunning;

() milieu-attest en stedenbouwkundig attest voor een () milieuvergunning en stedenbouwkundige vergunning
gemengd project; voor een gemengd project;

strekkende tot (2)

samengesteld uit (3)

Indien, binnen 10 dagen na afgifte van dit indieningsbewijs, de aanvrager van het Brussels Instituut voor Milieubeheer het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar niet heeft ontvangen, stuurt hij een afschrift van zijn aanvraag aan het Instituut, Afdeling Vergunningen, Gulledele 100 te 1200 Brussel (4).

Te op

Voor het College,
Bij machtiging,

Nota's

(1) Duid aan wat past.

(2) Vul de beschrijving in van de handelingen en de werkzaamheden of van de inrichting waarvoor de aanvraag wordt ingediend, samen met het adres van de ligging ervan en, als het gaat om een inrichting waarvoor een milieuvergunning moet worden aangevraagd, de klasse van de inrichting.

(3) Vermeld alle stukken.

(4) Vermelding in te voegen voor de aanvragen om een milieu-attest of een milieuvergunning van klasse 1A of klasse 1B.

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 juli 1998 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst voor de aanvragen om vergunningen en attesten inzake stedenbouw en leefmilieu.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,
H. HASQUIN

De Minister belast met Leefmilieu,
D. GOSUIN

Bijlage 2

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE....

Aangetekend

ONTVANGBEWIJS VAN HET DOSSIER

Overeenkomstig artikel 109 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw / artikel 49 / 52 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (1), bevestigt het gemeentebestuur de ontvangst van het dossier dat op (2) werd ingediend

door (3)

In verband met een aanvraag om een (4)

() stedenbouwkundig attest; () stedenbouwkundige vergunning;

() stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling; () verkavelingsvergunning;

() milieuvergunning en stedenbouwkundige vergunning () milieuvergunning;
voor een gemengd project;

strekkende tot (5);

werd vastgesteld dat het dossier volledig is.

(1) De aanvraag is aan een effectenstudie onderworpen.

(1) De aanvraag is aan een effectenverslag onderworpen.

(1) De aanvraag is aan het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar onderworpen.

(1) De aanvraag is onderworpen aan het advies van de volgende besturen of instellingen : (7)

(1) De maximale verwerkingsduur voor deze aanvraag is krachtens artikel 119 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 (tekst op keerzijde) vastgelegd op dagen.

(1) De maximale verwerkingsduur voor deze aanvraag is krachtens artikel 51, § 2, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen vastgelegd op 60 dagen. Ontstentenis van beslissing van het college van burgemeester en schepenen binnen 60 dagen na de datum van dit ontvangbewijs staat gelijk met de weigering van de milieuvergunning. U beschikt over 30 dagen vanaf deze vervalddag om tegen deze stilzwijgende weigering beroep in te dienen bij het Milieucollege, C.C.N., Vooruitgangstraat 80, bus 1 te 1030 Brussel.

(1) De maximale verwerkingsduur voor deze aanvraag is krachtens artikel 53, § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen vastgelegd op 30 dagen. Indien binnen deze termijn door het college van burgemeester en schepenen geen beslissing ter kennis wordt gebracht, kan de aanvrager, bij een ter post aangetekende brief, een aanmaning sturen aan de gemeente. Indien de aanvrager geen beslissing heeft ontvangen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van 10 dagen, ingaand op de dag waarop de aangetekende aanmaningsbrief ter post is afgegeven, wordt de vergunning geacht te zijn uitgereikt voor de duur vermeld in de aanvraag.

(1) De maximale verwerkingsduur voor deze aanvraag is krachtens artikel 53, § 2, derde lid, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen vastgelegd op 60 dagen. Indien binnen deze termijn door het college van burgemeester en schepenen geen beslissing ter kennis wordt gebracht, kan de aanvrager, bij een ter post aangetekende brief, een aanmaning sturen aan de gemeente. Indien de aanvrager geen beslissing heeft ontvangen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van 10 dagen, ingaand op de dag waarop de aangetekende aanmaningsbrief ter post is afgegeven, wordt de vergunning geacht te zijn uitgereikt voor de duur vermeld in de aanvraag.

Opgemaakt te op

Namens het College,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester, of de gemachtigde van het College (1),

Nota's

(1) Schap wat niet past.

(2) Vul de datum van het indieningsbewijs in.

(3) Vul de naam van de ondertekenaar van de aanvraag in.

(4) Duid aan wat past.

(5) Vul de beschrijving in van de handelingen en de werkzaamheden of van de inrichting waarvoor de aanvraag wordt ingediend, samen met het adres van de ligging ervan en, als het gaat om een inrichting waarvoor een milieuvergunning moet worden aangevraagd, de klasse van de inrichting en het al dan niet tijdelijke karakter ervan.

(6) Vul de bepaling in waardoor de speciale regelen van openbaarmaking worden opgelegd.

(7) Vul de bestuurlijke of andere instellingen in van wie het advies wordt gevraagd.

Artikel 119 van de ordonnantie van 21 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw

§ 1. De beslissing van het college van burgemeester en schepenen tot verlening of weigering van de vergunning wordt gelijktijdig aan de aanvrager en aan de gemachtigde ambtenaar bij een ter post aangetekende brief betekend.

§ 2. Deze kennisgeving geschiedt binnen de volgende termijnen te rekenen vanaf de datum van het in artikel 109 voorgeschreven ontvangstbewijs :

1° vijftienveertig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar noch speciale regelen van openbaarmaking bedoeld in artikelen 113 en 114 vereist;

2° vijfenzeventig dagen indien de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist, maar niet het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar;

3° negentig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigd ambtenaar vereist, maar geen speciale regelen van openbaarmaking;

4° honderdtwintig dagen wanneer de aanvraag het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar vereist en speciale regelen van openbaarmaking.

Indien de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en haar behandeling gedeeltelijk tijdens de schoolvakanties plaatsvindt, worden de termijnen verlengd met :

1° tien dagen voor de Paas- of Kerstvakantie;

2° vijftienveertig dagen voor de zomervakantie.

Wanneer de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en de overlegcommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de in artikel 114, eerste lid, bedoelde termijn van dertig dagen, worden de termijnen verlengd met dertig dagen.

§ 3. Wanneer de vergunningsaanvraag voorafgegaan wordt door een effectenstudie, bedoeld in artikel 111, B, of vergezeld is van een effectenverslag, bedoeld in artikel 111, P, geschiedt de kennisgeving van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen tot verlening of weigering van de vergunning binnen volgende termijnen, te rekenen vanaf de datum waarop de overlegcommissie haar advies heeft gegeven binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of in artikel 111, U, § 2, derde lid, of, bij ontstentenis, vanaf het verstrijken van deze termijn :

1° vijftienveertig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist;

2° negentig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar vereist.

Wanneer de overlegcommissie echter, met toepassing van artikel 111, V, (de Regering) aanbeveelt een effectenstudie te laten verrichten, dan begint de termijn bedoeld in het eerste lid te lopen vanaf :

1° hetzij de dag van de kennisgeving van de beslissing van de Regering bedoeld in artikel 111, V, § 2, zesde lid, waarbij zij meent dat een dergelijke studie niet geraden is;

2° hetzij op de dag van het advies van de overlegcommissie uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of, bij ontstentenis, na het verstrijken van deze termijn.

§ 4. Indien de aanvraag aanleiding geeft tot de raadpleging van betrokken besturen of instellingen, worden de in §§ 2 en 3 bedoelde termijnen met dertig dagen verlengd.

Wanneer voor de afgifte van de vergunning een afwijking overeenkomstig artikel 118, § 2, nodig is, worden de termijnen met vijftienveertig dagen verlengd.

§ 5. De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Artikel 128. De aanvrager die na verloop van de in artikel 119 bepaalde termijn geen kennisgeving van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen heeft ontvangen, kan de gemachtigde ambtenaar bij een ter post aangetekende brief verzoeken over zijn vergunningsaanvraag te beschikken; bij zijn brief, waarvan hij een afschrift aan het college van burgemeester en schepenen zendt, voegt hij een eensluidend afschrift van het dossier dat hij oorspronkelijk aan dit laatste heeft gericht.

Wanneer de gemachtigde ambtenaar vaststelt dat de aanvraag aanleiding geeft tot de raadpleging van besturen of instellingen en dat het college van burgemeester en schepenen zulks niet heeft gedaan, raadpleegt hij ze zelf en brengt hij het college en de aanvrager hiervan in kennis. In dat geval wordt de in het vijfde lid gestelde termijn van vijftienveertig dagen verlengd met dertig dagen.

Wanneer de gemachtigde ambtenaar vaststelt dat de aanvraag aan de speciale regelen van openbaarmaking wordt onderworpen en dat het college van burgemeester en schepenen zulks niet heeft gedaan, verzoekt hij het college de voormelde regelen binnen tien dagen na zijn aanvraag in te stellen. In dat geval wordt de in het vijfde lid gestelde termijn van vijftienveertig dagen verlengd met dertig dagen.

Wanneer de speciale regelen van openbaarmaking ingesteld worden tijdens de schoolvakanties, wordt de termijn die volgt op de toepassing van het derde lid, verlengd met :

1° tien dagen voor de Paas- of Kerstvakantie;

2° vijftienveertig dagen voor de zomervakantie.

De gemachtigde ambtenaar beslist over de verlening of de weigering van de vergunning binnen vijftienveertig dagen te rekenen vanaf ontvangst van de aangetekende brief. Bij ontstentenis van een binnen die termijn betekende beslissing wordt de vergunning geacht te zijn geweigerd.

De weigeringsbeslissing van de gemachtigde ambtenaar kan onder meer op de in de artikel 116, § 4, vermelde redenen gegrond zijn.

De vergunning kan worden verleend onder voorwaarden om een goede plaatselijke aanleg te waarborgen en kan eveneens afwijkingen toestaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 118, § 2.

Gezien om te worden gehecht aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 juli 1998 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst van de aanvragen om vergunningen en attesten inzake stedenbouw en leefmilieu.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,

H. HASQUIN

De Minister belast met Leefmilieu,

D. GOSUIN

Bijlage 3

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE....

Aangetekend

ONTVANGBERICHT VAN ONVOLLEDIG DOSSIER

Toepassing van artikel 109 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw/van artikel 49, § 2/52, § 3, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (1).

Er werd vastgesteld dat uw dossier in verband met een aanvraag van een (2)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> stedenbouwkundig attest; | <input type="checkbox"/> stedenbouwkundige vergunning; |
| <input type="checkbox"/> stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling; | <input type="checkbox"/> verkavelingsvergunning; |
| | <input type="checkbox"/> milieuvergunning; |
| <input type="checkbox"/> milieu-attest en stedenbouwkundig attest voor een gemengd project; | <input type="checkbox"/> milieuvergunning en stedenbouwkundige vergunning voor een gemengd project; |

strekkende tot (3)

onvolledig is.

Gelieve ons de volgende documenten toe te sturen : (4)

Het ontvangbewijs bedoeld in artikel 109 van de ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw of in artikel 49, § 1 / 52, § 2, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (1) wordt pas na ontvangst van de hierboven opgesomde stukken afgegeven.

Opgemaakt te op

Namens het College,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester, of de gemachtigde van het College (1),

Nota's

(1) Schrap wat niet past.

(2) Duid aan wat past.

(3) Vul de beschrijving in van de handelingen en de werkzaamheden of van de inrichting waarvoor de aanvraag wordt ingediend, samen met het adres van de ligging ervan en, als het gaat om een inrichting waarvoor een milieuvergunning moet worden aangevraagd, de klasse van de inrichting en het al dan niet tijdelijke karakter ervan.

(4) Vul in welke stukken of documenten ontbreken evenals de motivering van de onontvankelijkheid van het dossier.

Gezien om te worden gehecht aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 juli 1998 tot wijziging van van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 tot vaststelling van de formulieren voor de ontvangst van de aanvragen om vergunningen en attesten inzake stedenbouw en leefmilieu.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,
H. HASQUIN

De Minister belast met Leefmilieu,
D. GOSUIN